

Critique de la fiscalité, - les équations d'un bon recyclage, un calcul d'écolier.

La situation : De plus en plus de citoyens entrent dans l'enfer de l'exclusion, de la diminution des droits jusqu'à la prison des obligations et des dettes. Les Services Publics sont marchandisés, abandonnés au secteur privé, de moins en moins « équipés » et par conséquent de moins en moins bons. Alors qu'il est très facile de faire autrement comme le prouve ce site Internet, la vie devient pourtant un non sens. Nous pouvons arrêter le massacre ! arrêtons-le !

Les Politiciens : Ils abusent de plus en plus les citoyens. Les promesses ne sont pas tenues. Année après année, mandat après mandat, décennies après décennies, quinquennat après septennats, à côté d'un luxe grandissant pour une minorité, tout va de plus en plus mal pour la « populace ». Les soixante-huitards au pouvoir ont montré leur incapacité à gouverner. Ils n'ont pas compris pourquoi tout va de plus en plus mal depuis 68. Il n'ont pas établi la relation pourtant criarde entre malheur croissant et progrès croissant. Ils n'ont pas cherché à savoir pourquoi tout va de plus en plus mal, pourquoi la gestion de l'Etat est de plus en plus déconnectée du progrès et déshumanisée.

L'attitude, la démarche : Il ne suffit pas de donner de l'espoir mais de mettre en place les moyens concrets de la liberté. Tous les citoyens doivent pouvoir entrer dans l'activité de leur choix. Ils n'ont plus à subir les réformes inadaptées aux besoins, qui vont dans le mauvais sens. Ils n'ont plus à subir la gestion financière de la chose publique qui n'emploie pas les moyens Economiques convenables qui permettent facilement de répondre à leurs attentes.

Pour nous en sortir : Devant la décision de l'Etat de ne pas accomplir son devoir de partage qui est très facile à mettre en œuvre, devant l'incapacité ou la scélératesse de nos députés qui ont tous pouvoirs, dépassons notre propre stupidité consistant à continuer à leur faire confiance, une seule solution, reprenons les affaires en mains. Rendons à l'Etat son rôle qui est de mettre en œuvre son obligation de moyens et de résultats. Cessons de laisser faire l'esbroufe et la superbe. Ne pas agir alors que c'est facile serait la plus grande des lâchetés..

Pour les néophytes en Economie : La preuve du possible, l'explication de ce qu'est réellement l'Economie et de la facilité de profiter tous du progrès, se tient dans les lignes ci-après.

La stratégie du changement : Prenons tous une résolution : après avoir constaté que la réforme est facile, n'abandonnons plus la gestion de nos intérêts citoyens à de faux technocrates (le technocrate ayant étymologiquement le savoir technique) ; N'abandonnons plus nos compatriotes à l'égoïsme de ceux qui s'enrichissent en dédaignant la misère croissante qui les entoure. Regroupons-nous tout simplement..., et puisqu'il faut passer en démocratie par un groupe représentatif du projet concret à mettre en place, faisons-le.

Commencer à comprendre : Pour transformer le malheur français en simple joie de vivre et de créer, il convient de comprendre les raisons fondatrices du mal; elles sont financières (au sens d'équilibres dans des masses d'argent existantes) et Economiques (au sens de mouvementement des masses d'argent existantes, en fonction des capacités de l'Offre et de la Demande effective). Exemple : en matière d'activité, L'Economie ne peut pas supporter que les transferts soient plus élevés en France qu'ailleurs en Europe, obligeant les entreprises à quitter l'hexagone si elle ne veulent pas disparaître, et à quitter l'Europe pour de mêmes raisons.

L'Economie ne peut se satisfaire de théories. Elle doit reposer sur les réalités. Pour comprendre comment marche la VRAIE Economie, il suffit d'étudier avec attention la démonstration explicite qui suit.

Les emplois disparus et l'absence de moyens des chômeurs, acheteurs potentiels mais condamnés à ne plus acheter les produits français puis étrangers, est, avec la baisse des impôts et charges qui désalimentent le service public qui ne peut plus assurer ses missions essentielles, la bonne raison de reconsidérer les facteurs simples des équations **Transferts (T)**, **Conditions de Survie de l'Individu (CSI)**, - et **Conditions de Survie de l'Entreprise (CSE)**.

Les **Transferts T**, sont la somme de **transferts positifs (tp)**, ce qui est versé par les citoyens en impôts, taxes et charges de toutes natures dont sociales, en principe équivalentes aux **transferts négatifs (tn)**, qui sont tout ce qui est versé par l'Etat aux Services Publics et aux citoyens. On pourrait ainsi écrire $tp = tn = T$. Hélas, lorsque la recette de **tp** ne permet pas de financer **tn**, l'Etat s'endette. A la lecture de la démonstration qui suit, on s'aperçoit que le bénéfice de l'endettement n'appartient qu'aux roublards qui créent l'argent ex nihilo et le prêtent à intérêts. Mais dépassons les rouspétances et disons simplement que **Transferts = (Charges Fiscales + Charges Sociales)** par rapport aux **Recettes** de toutes natures

où, exprimé en pourcentage, le taux de transfert $T = \frac{(CF + CS)}{R} \times 100$

Les **Conditions de Survie de l'Individu (CSI)** et **Conditions de Survie de l'Entreprise (CSE)** ont des équations comparables en ce sens que comparativement aux besoins vitaux de l'Etre Humain (se loger, manger ...) le besoin de l'entreprise est d'avoir l'essentiel en matériels, matériaux et services de travailleurs pour pouvoir produire et vendre. La nécessité des entreprises, qui est d'avoir accès à tous les bons moyens, va en se dégradant. La main-d'œuvre pourtant sous-payée leur coûte trop cher face à une concurrence délocalisée. Le problème actuel est la non-satisfaction des besoins. L'argent manque tant pour la consommation (**CSI**) que pour la production (**CSE**) alors que 98 à 99% de l'argent existant ne sert qu'à la spéculation (99% d'après l'association ATTAC).

Comparaison des équations de **CSI et CSE**:

CSI = Moyens Pécuniaires d'Acquisitions (MPA) égaux ou supérieurs aux **Besoins** exprimés en monnaie; soit : **CSI = MPA ≥ B**.

CSE = Prix de Vente (PV) supérieur ou égal au **Prix de Revient (PR)** composé des **Matières (M)**, des **Salaires (S)** et des **Transferts (T)**, que l'on peut exprimer en **CSE = PV ≥ PR** - ou en décomposant : **CSE = PV ≥ (M + S + T)**

MPA et PV caractérisant les recettes sont des facteurs de **moyens** pour survivre, **MPA** pour l'Être Humain et **PV** pour l'entreprise.

B et PR caractérisant les dépenses sont des facteurs de **nécessités** pour survivre, **B** pour l'Être Humain et **PR** pour l'entreprise.

Considérant **CSI** et **CSE**, on peut admettre que le **MPA** de **CSI** est équivalent au **PV** de **CSE** ; - mais, considérant **CSI** et **CSE**, on ne peut pas dire que le **B** de **CSI** et le **PR** de **CSE** se superposent. On doit constater que pour **CSI** il n'y a pas participation à la fabrication de biens ou services et que dans son cas **S = T = 0**. Pour **CSI**, le **M** de **Matières, Matériels, Matériaux** comprend les **Salaires** et les charges de **Transferts** assumées par **CSE**.

On peut donc écrire que pour supprimer les problèmes financiers, on doit avoir l'équation suivante : **(M+S+T) ≤ PV ≤ B** puisque **M, S et T** sont les facteurs sur lesquels il est possible intervenir ; examinons les.

M : le prix des **matières, matériaux et matériels** s'uniformise selon la loi du libre-échange ; Il serait utopique de vouloir forcer des équilibres.

S, le prix du travail, est intimement lié à l'évolution du pays dans lequel il s'exerce. Les plus pauvres acceptent des salaires d'esclaves pour survivre. Là encore Il serait utopique de vouloir forcer des équilibres, des cultures, et imposer notre façon de voir au delà de notre démarche humaniste, de principe et d'action. Ainsi, le libéralisme actuel non économiquement régulé, invite les entreprises à délocaliser.

Reste T, les **Transferts**. On découvre que le nœud gordien est là. Pour que nos entreprises restent en France ou les européennes en Europe, il faut bien que **T** s'aligne sur la concurrence étrangère et, dans le cas français, diminue, que ce soit en diminuant **CF** et/ou **CS**, soit en augmentant **R**.

CF est déjà insuffisant pour que l'Etat accomplisse ses missions de service public. S'il faut modifier ce facteur, le besoin nous oblige à l'augmenter, ce qui semble compliquer le problème mais ce n'est qu'apparence.

CS est déjà insuffisant pour que la Sécurité Sociale et la Caisse d'Allocations Familiales accomplissent leurs missions. S'il faut modifier ce facteur, le besoin nous oblige à l'augmenter, ce qui semble compliquer d'avantage le problème mais ce n'est toujours qu'apparence.

Reste R, les **Recettes** que nous sommes obligés d'augmenter. Comment le faire quand recycler d'avantage d'argent consiste à prendre d'avantage d'impôts ? à priori on prend ou on donne. Il faudrait logiquement choisir entre donner plus ou prendre plus. La réalité est toute autre : **Alors que le raisonnement financier correspond à un arbitrage ponctuel. Le raisonnement Economique ne joue pas sur la ponctualité mais sur la fréquence des ponctualités. En faisant circuler d'avantage d'argent , on donne plus de pouvoir d'achat et l'on perçoit dans le même temps d'avantage d'impôts. Il n'y a aucune autre façon de bien raisonner en Economie**

Le recyclage d'un pourcentage plus élevé de l'**Argent Existant (AE)**, peut et doit se faire de façon à ce qu'en même temps, qu'on augmente en volume les **Transferts** par rapport au **Produit Intérieur Brut (PIB)** ou **Recettes (R)**, on les diminue en % par rapport à ces mêmes **Recettes**. On y parvient de la façon explicitée au chapitre « Critique de la gestion organisée par l'Etat », en faisant grandir les **Recettes** par le versement du **Revenu d'Existence**. On oxygène **CSI et CSE**. au point de donner :

- à l'Etat les moyens suffisants pour accomplir sa vocation,
- à **CSE** pour ne plus délocaliser ou à le faire sans enlever du pouvoir d'achat aux individus libérés de la pénibilité sous-payée du travail,
- et à **CSI**, aux individus, pour ne pas être incités à entrer en délinquance et pour donner sens à leur vie.

Remarquons que la bonne oxygénation de **CSI et CSE**, est due au fait que les impôts et charges ne sont plus pris sur le travail mais sur la capacité de consommer, et que le **Revenu d'Existence**, part non négligeable de reversement des impôts, est donné à chaque citoyen et grossit ainsi le facteur **Recettes**. La part d'argent recyclé donnée aux citoyens en tant que dividende du progrès, fait ainsi baisser le taux des transferts. Toutefois, pour ne pas entrer en inflation, puisqu'il est possible d'avoir autant d'argent que de besoin, il ne faut pas faire comme Hitler et sa Bundesbank qui n'ont pas tenu compte des fondamentaux économiques. Il est nécessaire de veiller à ce que l'Offre de biens et services soit toujours supérieure à la Demande. Heureusement qu'Hitler n'était pas un économiste !

La Cohérence Economique présentée dans ce document permet de constater :

- qu'on peut passer de la théorie mathématique à la mise en pratique ; que celle-ci est réaliste pour peu que le taux des transferts , à la fois baromètre et paramètre d'équation, soit inférieur ou égal à celui de nos concurrents.

- que le versement d'un revenu d'existence augmente en volume les **T**ransferts en diminuant leur pourcentage, puisque les nouveaux **T**ransferts = $(\text{Ch.Fiscales} + \text{Ch.Sociales}) \times 100$ sont < que les **T** actuels.
- Recettes**
- que le nouveau taux de transfert plus bas que l'ancien, et le reversement de la surtaxe douanière aux productifs, permet aux entreprises d'être soumises à des pressions fiscales et sociales comparables à leurs concurrentes et de n'avoir plus besoin de délocaliser ou de faire subir aux citoyens les conséquences de leurs délocalisations,
- que la vocation de l'Etat qui n'est pas de contrôler mais d'aménager les conditions du libre-échange pour que chaque citoyen puisse en tirer bénéfice, peut être assumée.
- que l'impôt le plus juste n'est pas l'impôt direct qui engendre de facto contrôles et inquisitions (Q3 à Q6 + note1),
- que les assiettes des recyclages d'argent les plus utiles à mettre en œuvre pour animer une société de pleine activité ne doivent plus jamais toucher l'activité, mais la libre capacité des Etres Humains à y contribuer.
- qu'on doit évoluer de la société du travail auquel s'attache la notion d'esclavage, à une société de pleine activité de citoyens libérés de dogmes non fondés, et mis à même de donner eux-mêmes du sens à leur vie.
- qu'il est nécessaire de donner au citoyen la maîtrise de son destin en lui laissant la responsabilité de l'acte de promotion de l'Offre, par ses choix de consommateur libéré des contraintes.
- que l'Etat peut facilement remplir son obligation de moyens et surtout de résultats,
- que chaque citoyen peut accéder à l'Offre qu'actuellement on gaspille, on néglige et on jette de plus en plus.
- qu'il est possible et même aisé de promouvoir concrètement tous les financements, sans limite financière, sans autres bornes que les fondamentaux Economiques de l'IOS Table à respecter impérativement.
- qu'il est possible de recycler autant d'argent que nécessaire pour financer les contestables dettes engendrées par les organisateurs des déficits publics,
- que ce n'est pas l'absence de travail qui pose problème puisque l'Offre existante est supérieure à la Demande, mais l'incapacité financière des ex-travailleurs désargentés, remplacés par des machines, d'accéder à l'Offre.
- qu'en adaptant notre système au progrès, le chômage en tant que tel peut ne plus être du tout un problème.
- que le Revenu d'existence garantit un pouvoir d'achat réel supérieur à 550 € HT/mois pour chaque citoyen.
- qu'avec ce revenu d'existence, on met fin à l'état d'esclavage : l'employé n'a plus l'obligation de travailler à un prix imposé pour survivre : l'employé peut enfin discuter de son salaire avec le patron ; .
- qu'ainsi, l'esclavagisme peut définitivement commencer à disparaître.
- que le droit à l'emploi est une revendication dépassée par le droit au partage et à l'activité.
- Que l'Etat n'a pas à se substituer à la réalité du marché du Libre-échange, mais à garantir l'accès à l'Offre.
- que les travaux les plus durs peuvent être rémunérés à la hauteur des désagréments qu'ils occasionnent.
- que chacun peut s'activer sans contrainte, sans oppression et sans contrôle tant qu'il n'entre pas en délinquance.
- que l'Etat a les moyens financiers satisfaisants pour :
 - o garantir à chacun la Liberté d'être différent,
 - o enseigner à pratiquer la tolérance et le respect de l'autre comme l'a enseigné le philosophe référent de l'abbé Grégoire inspirant la déclaration du 26 août 1789,
 - o élever ses enfants au rang de citoyens responsabilisés et promoteurs de la paix.

Avec la preuve du comment ci-dessus, n'acceptons plus de confier la gestion du bonheur des citoyens en la fondant sur l'oppression. Fondons là sur la Liberté et la Dignité de chacun comme le démontrent possible les équations ci-avant. Remplaçons donc les politiciens corrompus ou incapables en nous présentant nous-mêmes à l'Assemblée Nationale. Nous pourrions être fiers de la nouvelle fonction de député., qui garantira désormais à **chaque** citoyen :

- de bons services publics d'une part
- et des moyens d'accès à l'Offre garantissant le respect de la dignité et des droits fondamentaux d'autre part.

Avec le progrès qui remplace les travailleurs par des machines, grâce aux capacités de pléthore, nous donnerons enfin à chacun de quoi commencer à bien vivre. Nous pourrions apporter aux exclus et abandonnés désespérés, à ceux qui n'ont pas su ou qui n'ont pas pu se constituer des réserves de droit à consommer en thésaurisant, l'accès aux fruits du progrès.

..., et ce sera **JUSTICE** si, ..., si ... pour revenir à nos moutons, nous prenons dès à présent la ferme résolution, avec une volonté inébranlable car invincible de mettre en place **la stratégie du changement** :

Prenons donc cette résolution : Ayant constaté que la réforme est facile, n'abandonnons plus la gestion de nos intérêts aux faux technocrates sans savoir technique (ou sinon criminels) ; N'abandonnons plus notre sort et celui de nos compatriotes à l'égoïsme de ceux qui s'enrichissent en dédaignant notre misère populaire. Regroupons-nous, tout simplement..., et puisqu'en démocratie il faut passer par un groupe représentatif du projet concret à mettre en place, faisons-le.

Si vous êtes partant, envoyez votre adresse pour les toutes premières réunions qui auront lieu sur la France entière. Le « chef » sera celui que nous choisirons démocratiquement. Les candidats à la députation seront parmi les devenus compétents prosélytes du changement ceux que le sort aura désigné dans chaque département..., et ce ne sera plus la course au pouvoir mais la course au changement.